

Rencontre entre la Direction et la CFTC finances publiques du Haut-Rhin

Le jeudi 17 septembre 2015 une délégation du syndicat CFTC FINANCES PUBLIQUES du Haut Rhin a rencontré monsieur Jean-François KRAFT, Directeur départemental. Voici la liste des participants :

La Direction :

Jean-François KRAFT, Directeur départemental

Antoine BLANCO, Directeur du pôle pilotage et ressources

Eliane GUTH, inspecteur principal

Les représentants de la CFTC :

Vincent GEILLER,

Jean-Claude LHUBERT,

Bernard WOJCIECH

Jérôme DELL'AGOSTINO

Voici les différents points qui ont été abordés :

- **Le site d'Altkirch :** suite à l'effondrement des blocs de béton du plafond du site d'Altkirch en 2009, des travaux ont été prévus et budgétisés au programme 309, celui de l'immobilier. Après plusieurs années de réflexion sur les différents projets pouvant être menés sur ce site, la décision de regrouper le SIP, le SIE et la trésorerie sur un seul site a été prise et un marché avec appel d'offre a finalement été attribué à un architecte en 2014 avec des plans définis. Les travaux devaient débuter en juillet 2015 pour 6 mois. Mais face à un risque de recours auprès du tribunal administratif par un autre architecte, le marché a été annulé et un autre appel d'offre vient d'être émis. Tout le calendrier est décalé d'une année.
- **Adaptation du réseau :** à ce jour, seul les regroupements des SIE à Colmar et à Mulhouse ont été actés. En ce qui concerne la gestion publique, M Kraft attend d'avoir la carte définitive des regroupements de communautés de communes d'ici la fin de l'année pour adapter le réseau des trésoreries. M Kraft ne souhaite pas fermer les petits postes tenant à conserver notamment les structures en fond de vallée mais une réflexion est cependant menée sur le maintien des petits postes près des grandes villes.

La CFTC-DGFIP a indiqué qu'elle ne resterait pas immobile. Ainsi, Si une majorité d'agents des services concernés s'engagent dans l'action pour défendre le service public de proximité, la CFTC les soutiendra en privilégiant la négociation à la confrontation (grève) conformément à ses valeurs.

Pour les trésoreries mixtes, celles qui fonctionnent bien seront maintenues, les autres seront séparées. Concernant Saint-Louis, il est très difficile d'occuper les postes vacants mais M Kraft estime qu'il y a un besoin de garder un accueil de proximité dans cette zone géographique et qu'une communauté de communes importante serait en création d'autant plus que le secteur est en progression constante.

Concernant les « petites structures » ou les « structures déficitaires », M Kraft a ajouté qu'une solution ou une orientation pouvait s'envisager qui consistait :

- 1) à faire effectuer les tâches quotidiennes de gestion par l'informatique (poste de travail déporté dans ces structures accédant aux différentes applications) tout en laissant la gestion et le suivi des dossiers à Colmar ou Mulhouse
- 2) à garder les ressources humaines sur place pour effectuer l'accueil de proximité dû par tout service public

- **L'immobilier** : il coûte cher dans le Haut-Rhin. Les orientations seraient de privilégier le domanial par rapport au locatif. Le bâtiment rue Engel Dollfus à Mulhouse va recevoir très prochainement de nouveaux agents pour occuper les très nombreux bureaux vides. La réhabilitation et l'occupation du bâtiment B de la cité administrative de Mulhouse est toujours d'actualité mais il n'y a pas de financement pour le moment. Il faudrait environ 3 millions d'euros. Suite au départ du SIE de Ribeauvillé, le bâtiment loué au Crédit Mutuel serait trop grand et coûterait trop cher. Une solution devra être trouvée pour faire diminuer ce loyer. Il est aussi envisagé de profiter des changements de locaux pour regrouper les agents SIP + trésorerie de Ribeauvillé (le SIE partant à Colmar) avec la trésorerie de Kaysersberg (proche géographiquement) sur un autre site à Ribeauvillé.
- **La future grande région** : l'organisation de la DGFIP dans la Haut-Rhin étant départementale, la fusion des régions n'aura quasiment aucun impact. Il y a juste un risque pour le Directeur de perdre sa compétence de comptable assignataire de certaines Directions régionales de l'Etat (transféré dans une autre ville de la grande région) et transfert également des effectifs. Il y aura une paierie régionale au lieu de trois dans la ville qui accueillera la Direction budgétaire. Il n'y aura plus qu'une seule MEEF (Mission d'Etudes Economiques et Financières) à Strasbourg et un seul service des fonds européens, sûrement à Strasbourg.
- **Remplacement des agents en arrêt maladie** : ils sont remplacés par l'équipe de renfort. Au bout d'un an de congé maladie, un comité médical se réunit pour soit prolonger l'arrêt maladie d'une année ou soit requalifier le congé de l'agent en congé longue durée. A ce moment-là, l'Administration peut titulariser une autre personne sur le poste de travail de l'agent qui sera réaffecté dans la même RAN à son retour de congé longue durée (« cette garantie de retour sur la RAN n'existant pas pour les A+ »)

- **Les souris sans fil et les rehausseurs d'écrans** : commandés en avril dernier pour les agents qui le souhaitent, ils devraient arriver d'ici peu de temps.
- **Problème des titres restaurant à Neuf-Brisach** :

La CFTC a remis un courrier au directeur qui la confié à M Blanco l'informant que, les agents de Neuf-Brisach ayant travaillé 3 semaines en Août à la cité administrative à Colmar (délocalisation pour cause de travaux), ont vu leurs titres restaurant annulés sur cette période alors qu'ils leur ont été décomptés lors de la prise de commande avec un remplacement par les indemnités de repas. Les agents en congés durant cette période n'ont pas eu leurs tickets et n'ont pas pu bénéficier des remboursements de frais.

La Direction a répondu aux agents concernés qu'ils devaient bien bénéficier de ces tickets mais il est impossible de commander plus de tickets restaurant sur un mois pour un agent. De plus, il n'est pas possible de faire des commandes rétro-actives. La Direction propose de réattribuer ces tickets les jours de formations, mais cette solution peut prendre beaucoup de temps.

La CFTC a demandé à la Direction de trouver une autre solution plus rapide.

- **Centres de services nationaux spécialisés (dont le regroupement des services RH)** : A l'origine il était envisagé de regrouper au niveau national la gestion des ressources humaines de tous les ministères. Mais devant les nombreux statuts différents et spécifiques de chaque ministère voir direction ce projet ambitieux a été abandonné. Par contre la DGFIP à continuer à travailler sur ce regroupement avec pour objectif l'utilisation du futur système d'information SIRHIUS appelé à remplacer AGORA. Certains autres ministères à petit effectif (Culture) utilisent déjà SIRHIUS. Compte-tenu d'un effectif plus important et l'application de règles spécifiques de gestion du personnel à la DGFIP (spécificité accentuée avec la fusion DGI/TRESOR), la DGFIP attend la fin du développement technique de SIRHIUS (mise en place prévue pour 2018 mais repoussée chaque année d'un an) pour décider à quel niveau se fera son utilisation (départemental, régional, centralisé, autre).